

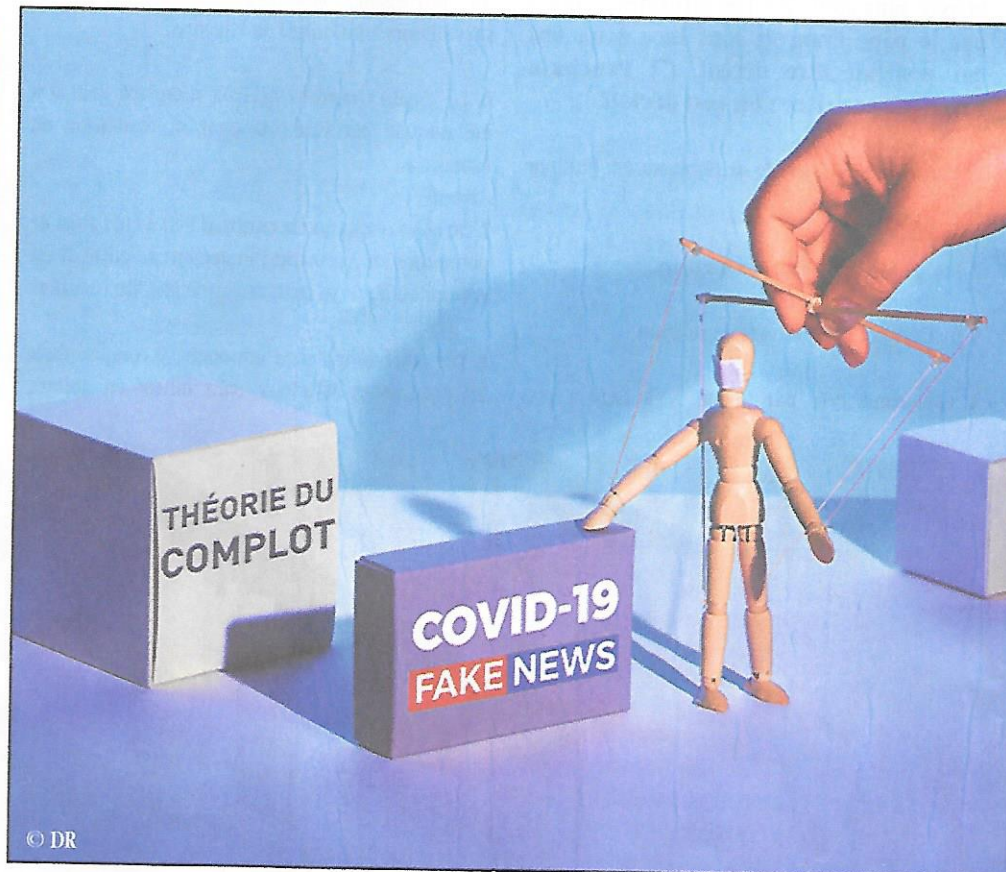
Covid-19 : l'autre épidémie de la désinformation

Pierre Lagnel

Avec la circulation du virus, une campagne de désinformation s'est abattue sur la France. Si elle contribue à la poursuite de l'épidémie, elle révèle des problèmes préexistants liés aux erreurs de l'exécutif et aux médias audiovisuels qui privilégient le spectacle à la rigueur scientifique.

« Les vaccins sont dangereux. » « Ils ont causé près de 1 000 morts en France. » « Ils ont provoqué la mort de 19 000 Européens. » « Il faut traiter les gens avec de la chloroquine », avait lancé à la mi-2020 le professeur Didier Raoult, avant de se reprendre : « avec de l'hydroxychloroquine ». D'autres ont depuis pris le relais, en tentant de présenter comme produit miracle le « remdesivir » puis « l'ivermectine parce que ça marche ». Les vaccins sont présentés par des sites internet extrêmement manipulateurs, comme « RéinfoCovid ». L'Agence nationale de sécurité des médicaments, qui traque d'éventuels effets secondaires des injections, ne signale aucun décès clairement lié aux vaccins Pfizer, Moderna ou Janssen, et treize décès liés à AstraZeneca (via des thromboses atypiques), selon son dernier rapport de pharmacovigilance (Point de situation sur la surveillance des vaccins contre la Covid-19, 06.08.21).

Depuis des mois, le pays vit au rythme des flots de fausses nouvelles. Depuis la décision du gouvernement d'instaurer un passe sanitaire, non débattue au Parlement, dénoncée par les associations de défense des droits de l'Homme et allant à l'encontre des études scientifiques, elles ont même gagné en vigueur. C'est visible sur les sites de messageries internet comme Twitter, comme dans les manifestations qui font se côtoyer tout en s'opposant des éléments hétéroclites, comme des militants de gauche, des Gilets jaunes, des personnes désaffiliées et des cadres de l'extrême droite jouant de l'émotion que provoquent ces fausses nouvelles pour gagner en audience. Les chaînes d'information en continu exposent du coup Florian Philippot comme un chef



de file de ces manifestations. Son temps d'antenne est totalement déconnecté de la taille groupusculaire de son mouvement politique et sans doute de son influence sur le mouvement de protestation contre le passe sanitaire.

Il faut dire que l'épidémie de Covid-19 nous confronte à l'inconnu, aux risques, à la maladie, la mort, la dépression et la crise économique. De quoi être déboussolé. On doit rappeler le rôle décisif du gouvernement dans la floraison de ces explications alternatives. L'exécutif a multiplié les erreurs, les mensonges et la communication obscurantiste. Quelques exemples : en prétendant que les gens vaccinés n'ont plus besoin de porter le masque, ce qui est contredit par l'essentiel de la communauté scientifique et des instances qui font référence comme la Food and Drug Administration aux États-Unis ou l'Organisation mondiale de la santé. Tout le monde se souvient des déclarations des ministres sur les masques qui ne servaient à rien contre le virus... Alors que l'OMS avait réitéré sa recommandation, classique pour un virus de type grippal, de porter

le masque, dès sa première étude à Wuhan le 24 février 2020. De même, Jean-Michel Blanquer prétendait que « les enfants sont plus en sécurité à l'école que chez eux », alors que les classes fermaient massivement à cause de la présence du virus et que partout dans le monde les scientifiques alertaient sur le rôle primordial des enfants dans la diffusion du virus...

Rien n'a été fait contre les fausses informations

Les sources officielles ayant failli, le public est allé chercher des réponses à ses questions ailleurs, parfois auprès de la communauté scientifique, parfois auprès de figures consacrées par les médias. « Cette "épidémie" de désinformation montre que l'on avait déjà un souci sur la circulation de l'information avant même l'arrivée du Covid-19, analyse Eric Billy, chercheur en immuno-oncologie vivant à Strasbourg et cofondateur du collectif "Du côté de la science". En science, il est naturel de se référer à des sources que tout le monde peut consulter, d'avancer des preuves, de construire un raisonnement et

d'argumenter. Mais visiblement, le grand public est plus habitué à des discours fonctionnant selon d'autres modalités. C'est celui, typique, des éditorialistes, chroniqueurs réguliers, y compris ceux qui sont parallèlement des professionnels de la médecine, qui enchaînent les affirmations sans aucune méthodologie. » Dans ce système, les intervenants ne font que défendre des points de vue, des visions politiques, mais n'ont jamais été contraints de démontrer quoi que ce soit. Le système se fait l'écho de leurs positions, sans jamais contrôler le moindre rapport aux faits.

Le fonctionnement des grands médias audiovisuels ne repose pas sur la qualité de l'information. Ils privilégient le spectacle, les affrontements entre quelques thèses très balisées (« *vaccin ou anti-vaccin ?* », « *confinement ou pas ?* », etc.) et les intervenants disponibles. Depuis la pandémie, les rédactions des télévisions en continu font venir des médecins exerçant sur Paris ou des invités qui ont parfois un lien contesté avec l'expertise médicale, comme Martin Blachier. De nombreux chercheurs soulignent ses erreurs répétées : à l'automne 2020, il indiquait que la deuxième vague allait s'arrêter (avant de se raviser a posteriori). En juin

2021, il affirmait que « *le virus est mis en pause pour l'été* », alors que les courbes d'incidence sont remontées très fort, dès juillet, sous l'influence du variant Delta et du relâchement des mesures sanitaires par le gouvernement. Sa plus fameuse sortie de route a mis les chercheurs en rage, lorsqu'il a prétendu que son équipe « *fait de meilleures prévisions que celle de l'Institut Pasteur* ». Une chose est sûre, son équipe n'a toujours pas la réputation des 2 700 chercheurs de l'institut qui porte le nom du codécouvreur du vaccin contre la rage.

La conséquence de ce système diffusant des informations de mauvaises qualités est un immense problème de confiance dans la population qui se tourne vers des Raoult ou des Fauché, deux figures issues du monde de la recherche, pour le premier, du médical pour le second, connues pour leur peu de référence au consensus scientifique. « *Des gens ont compris le parti qu'ils pouvaient en tirer en matière d'influence ou monétaire, et surfent sur ce manque de confiance envers les élites, qu'elles soient politiques, universitaires ou médicales* », souligne Eric Billy. Sa remarque englobe un nombre important de figures alternatives.

Du côté de la science, un collectif a été créé l'année dernière. « *Le collectif Du Côté de la science est né du constat qu'il manquait un "lieu" d'informations homogènes et vérifiées sur le virus et les moyens de s'en protéger. Surtout, nous avons compris que le gouvernement ne jouait pas le jeu, continuant par exemple de nier, puis ultérieurement de minimiser, le mode de contamination principal qui est la voie aérosol, c'est-à-dire par la respiration* », explique Barbara Serrano, sociologue et cofondatrice du collectif qui remplit un rôle d'alerte essentiel. Pour sortir de la situation actuelle, la sociologue propose de s'inspirer de l'exemple irlandais.

Plus de place pour la société civile

Lorsque le gouvernement de Dublin a voulu passer une loi pour légaliser l'avortement, il a mis les données sur la table, encouragé la controverse scientifique relayée par des émissions de télévision et des débats participatifs sur le terrain. La concertation a duré un an. Selon Barbara Serrano, qui a beaucoup réfléchi sur la situation, seul le débat démocratique peut enrayer cette épidémie de fausses informations et favoriser une politique sanitaire digne de ce nom. □